

Les données chiffrées comprennent, le cas échéant, un indicateur représentatif de l'activité de la société, défini lors de l'inscription au nouveau marché.

**§ 4.** L'article 2, § 3, alinéas 2, 3 et 4, et §§ 4 à 8, du présent arrêté est applicable au rapport trimestriel. »

**Art. 4.** L'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 19 septembre 1996, est remplacé par le texte suivant :

« 1<sup>o</sup> leurs rapports semestriels et, pour les sociétés dont les instruments financiers sont inscrits au nouveau marché d'une bourse de valeurs mobilières belge, leurs rapports trimestriels; »

**Art. 5.** Dans l'article 5, alinéa 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 19 septembre 1996, les mots "ou au nouveau marché" sont insérés entre les mots "au premier marché" et "d'une bourse de valeurs mobilières".

**Art. 6.** Dans l'article 6, § 4, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 19 septembre 1996, les mots "ainsi que des introducteurs-teneurs de marché pour ce qui concerne les sociétés dont les instruments financiers sont inscrits au nouveau marché" sont insérés entre les mots "et de leurs commissaires-reviseurs" et "toutes informations".

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 8.** Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 janvier 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,  
Ph. MAYSTADT

De kwantitatieve gegevens bevatten, in voorkomend geval, een representatieve indicator voor het bedrijf van de vennootschap die wordt vastgesteld bij de opname in de nieuwe markt.

**§ 4.** Artikel 2, § 3, tweede, derde en vierde lid, en §§ 4 tot 8 van dit besluit is van toepassing op het driemaandelijkse verslag. »

**Art. 4.** Artikel 5, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 september 1996, wordt vervangen door de volgende tekst :

« 1<sup>o</sup> de halfjaarlijkse verslagen en, voor de vennootschappen waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in de nieuwe markt van een Belgische effectenbeurs, de driemaandelijkse verslagen; »

**Art. 5.** In artikel 5, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 september 1996, worden tussen de woorden "op de eerste markt" en de woorden "van een effectenbeurs" de woorden "of op de nieuwe markt" ingevoegd.

**Art. 6.** In artikel 6, § 4, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 september 1996, worden tussen de woorden "en hun commissarissen-revisors" en de woorden "alle inlichtingen" de woorden "alsook van de sponsors-markthouders wanneer het gaat om vennootschappen waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in de nieuwe markt," ingevoegd.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 8.** Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 januari 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,  
Ph. MAYSTADT

F. 97 — 102

[C - 97/3033]

13 JANVIER 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 relatif aux obligations en matière d'information occasionnelle des émetteurs dont les instruments financiers sont inscrits au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la directive 79/279/CEE du Conseil des Communautés européennes du 5 mars 1979 portant coordination des conditions d'admission de valeurs mobilières à la cote officielle d'une bourse de valeurs, modifiée par la directive 82/148/CEE du 3 mars 1982 et par la directive 88/627/CEE du 12 décembre 1988;

Vu la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, notamment l'article 19, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, a, et l'article 29, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'avis de la Commission bancaire et financière;

Vu l'avis de la Bourse de valeurs mobilières d'Anvers et de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le nouveau marché doit être opérationnel pour début janvier 1997; qu'il convient dès lors, sans tarder, de soumettre les émetteurs dont les instruments financiers sont inscrits sur ce marché, aux obligations en matière d'information occasionnelle;

[C - 97/3033]

N. 97 — 102

13 JANUARI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 betreffende de verplichtingen inzake occasionele informatie van emittenten waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in de eerste markt van een effectenbeurs

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de richtlijn 79/279/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 5 maart 1979 tot coördinatie van de voorwaarden voor de toelating van effecten tot de officiële notering aan een effectenbeurs, gewijzigd bij de richtlijn 82/148/EEG van 3 maart 1982 en bij de richtlijn 88/627/EEG van 12 december 1988;

Gelet op de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, inzonderheid op de artikelen 19, tweede lid, 2<sup>o</sup>, a, en 29, § 1;

Gelet op het advies van de Commissie voor het Bank- en Financiewesen;

Gelet op het advies van de Effectenbeursvennootschap van Antwerpen en van de Effectenbeursvennootschap van Brussel;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de nieuwe markt begin januari 1997 operationeel wordt; dat het derhalve noodzakelijk is de emittenten waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in deze markt, aan de verplichtingen inzake occasionele informatie te onderwerpen,

**Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,**

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'intitulé de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 relatif aux obligations en matière d'information occasionnelle des émetteurs dont les instruments financiers sont inscrits au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté royal relatif aux obligations en matière d'information occasionnelle des émetteurs dont les instruments financiers sont inscrits au premier marché et au nouveau marché d'une bourse de valeurs mobilières. »

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup> du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1<sup>er</sup>. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux sociétés dont les instruments financiers sont inscrits au premier marché et au nouveau marché d'une bourse de valeurs mobilières belge, à l'exception des sociétés visées à l'article 22, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup>, de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements. »

**Art. 3.** L'intitulé du chapitre II du même arrêté royal est remplacé par l'intitulé suivant :

« Obligations particulières des sociétés dont les instruments financiers sont également admis à la cote officielle ou le cas échéant au nouveau marché d'une ou de plusieurs bourses situées ou opérant dans d'autres Etats membres ou non-membres de la Communauté européenne. »

**Art. 4.** L'article 11 du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

« Article 11. § 1<sup>er</sup>. Les sociétés qui relèvent de la législation d'un pays autre que la Belgique dont des instruments financiers sont inscrits au premier marché ou au nouveau marché d'une bourse de valeurs mobilières belge et admis à la cote officielle ou au nouveau marché d'une ou de plusieurs bourses situées ou opérant dans d'autres Etats membres de la Communauté européenne doivent assurer au marché belge des informations équivalentes à celles qu'elles assurent aux marchés desdits Etats. »

§ 2. Les sociétés qui relèvent de la législation d'un pays autre que la Belgique dont les instruments financiers sont inscrits au premier marché ou au nouveau marché d'une bourse de valeurs mobilières belge et admis à la cote officielle d'une ou de plusieurs bourses situées ou opérant dans un ou plusieurs Etats non-membres de la Communauté européenne, doivent faire bénéficier le marché belge, d'informations au moins équivalentes à celles qu'elles donnent au marché du ou des Etats en question, pour autant que ces informations puissent avoir de l'importance pour l'évaluation des instruments financiers. »

**Art. 5.** A l'article 13, premier alinéa, du même arrêté royal, les mots "ou le cas échéant au nouveau marché" sont insérés entre les mots "la cote officielle" et les mots "d'une ou de plusieurs bourses".

**Art. 6.** A l'article 13, alinéa 2, les mots "ou le cas échéant au nouveau marché" sont insérés entre les mots "cote officielle" et les mots "d'une ou de plusieurs bourses".

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 8.** Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 janvier 1997.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,  
Ph. MAYSTADT

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het opschrift van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 betreffende de verplichtingen inzake occasionele informatie van emitenten waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in de eerste markt van een effectenbeurs, wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Koninklijk besluit betreffende de verplichtingen inzake occasionele informatie van emitenten waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in de eerste markt en de nieuwe markt van een effectenbeurs. »

**Art. 2.** Artikel 1 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de vennootschappen waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in de eerste markt en in de nieuwe markt van een Belgische effectenbeurs, met uitzondering van de vennootschappen als bedoeld in artikel 22, lid 1, 3<sup>e</sup>, van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs. »

**Art. 3.** Het opschrift van hoofdstuk II van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Bijzondere verplichtingen van de vennootschappen waarvan de financiële instrumenten eveneens zijn toegelaten tot de officiële notering aan of desgevallend in de nieuwe markt van één of meerdere beurzen die gelegen of werkzaam zijn in andere landen die al dan niet Lid-Staten van de Europese Unie zijn. »

**Art. 4.** Artikel 11 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 11. § 1. De vennootschappen opgericht onder het recht van een ander land dan België waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in de eerste markt of in de nieuwe markt van een Belgische effectenbeurs en toegelaten tot de officiële notering aan of in de nieuwe markt van één of meerdere beurzen die in andere Lid-Staten van de Europese Unie gelegen of werkzaam zijn, moeten ervoor zorgen dat aan de Belgische markt een gelijkwaardige informatie wordt verstrekt als verkrijbaar op de markt van deze Staten. »

§ 2. De vennootschappen, opgericht onder het recht van een ander land dan België, waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in de eerste markt of in de nieuwe markt van een Belgische effectenbeurs en toegelaten tot de officiële notering aan één of meerdere beurzen die gelegen of werkzaam zijn in landen die geen lid zijn van de Europese Unie, moeten aan de Belgische markt een ten minste gelijkwaardige informatie verstrekken als verkrijbaar op de markt van deze landen, voor zover deze informatie van belang kan zijn voor de waardering van de financiële instrumenten. »

**Art. 5.** In artikel 13, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden "of desgevallend in de nieuwe markt van" tussen de woorden "officiële notering aan" en de woorden "één of meerdere beurzen" ingevoegd.

**Art. 6.** In artikel 13, tweede lid, worden de woorden "of desgevallend in de nieuwe markt van" tussen de woorden "officiële notering aan" en de woorden "één of meerdere beurzen" ingevoegd.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 8.** Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 januari 1997.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,  
Ph. MAYSTADT